



LES Dossiers DE L'ONEMA

Post'it

D'Istanbul à Marseille L'Onema au forum mondial de l'eau

Dossier préparé par Céline Piquier, communication partenariale et Marie-Perrine Durot, chargée de mission Europe.

Le 5ème forum mondial de l'eau s'est déroulé du 16 au 22 mars dernier. Après Marrakech (1997), La Haye (2000), Kyoto (2003), Mexico (2006), ce fut au tour de la Ville d'Istanbul en Turquie d'accueillir ce grand rassemblement international. Fortement mobilisé, l'Onema a participé à son premier forum de l'eau, marqué par la présence de nombreux élus locaux et parlementaires, et sur fond de changement climatique et de rareté de l'eau.



Le forum de l'eau s'est tenu à la confluence du Bosphore et de la Corne d'or.

Organisé par le Conseil mondial de l'eau, le forum de l'eau est un carrefour d'échanges, un lieu de partage des expériences et de réflexions sur la protection et la gestion des ressources en eau. Durant une semaine, plus de 25 000 personnes venues de 192 pays, gouvernements, acteurs de la société civile, autorités locales, parlementaires, décideurs économiques et sociaux, organisations intergouvernementales, ont débattu des grandes problématiques de l'eau dans le monde. Ces débats se sont déroulés dans un contexte marqué par une pression de plus en plus forte sur la ressource en eau liée à un accroissement démographique constant et aux premiers effets du changement climatique.

« La communauté française de l'eau a su convaincre » Patrick Lavarde, Directeur général

Ce dossier, consacré au 5ème forum mondial de l'eau, sort au moment où la France a été choisie par le Conseil mondial de l'eau pour organiser à Marseille le prochain forum en 2012. La communauté française de l'eau, forte de son expérience en matière de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, a su convaincre de sa capacité à réussir ce grand rendez-vous mondial. Cette décision arrive trois mois après la clôture du forum d'Istanbul, forum pour lequel la communauté française de l'eau, dont l'Onema, s'est fortement impliquée. L'enjeu sanitaire et le thème de la gouvernance ont dominé cette semaine d'échanges. Malgré une forte mobilisation française pour faire reconnaître l'accès à une eau saine comme droit fondamental, seule la nécessité de collecter et traiter les eaux usées est inscrite dans la déclaration ministérielle, à l'issue du forum. Concernant la gouvernance, le modèle européen (communautaire, État, bassin) intéresse particulièrement des pays comme la Chine, le Brésil, ou les USA, où la gestion de l'eau est partagée entre l'État et le niveau fédéral.

De son côté, l'Onema s'est investi dans la préparation de certaines sessions officielles, eau et énergie, gouvernance, outils de gestion intégrée..., et dans l'organisation de tables rondes sur le stand français. Nos outils de connaissances comme le système d'information sur l'eau ou l'observatoire des services publics d'eau et d'assainissement ont été remarqués et nous sommes désormais sollicités sur ces questions par différents pays. De nombreux défis restent à relever par la communauté internationale : la gestion des eaux transfrontalières, l'assainissement, la conciliation des usages entre l'eau potable, l'énergie et la production agricole, l'eau et le changement climatique, les pollutions et les impacts sur les écosystèmes, etc. Pour 2012, la France s'est engagée à privilégier le dialogue et le partage des pratiques et à capitaliser sa propre expérience dans le domaine de l'environnement pour aider à apporter des réponses aux enjeux de demain. Membre du Conseil mondial de l'eau depuis le printemps, l'Onema y apportera sa contribution.

Un forum mondial de l'eau, un foisonnement d'idées et d'échanges

Istanbul, c'était plus de 100 sessions officielles permettant de remettre l'eau au cœur des débats de société (énergie, alimentation, climat, santé, etc.), autant d'événements organisés en parallèle, un processus parlementaire aboutissant à une déclaration, un pacte d'Istanbul pour l'eau signé par les élus locaux et régionaux, et une déclaration ministérielle. Istanbul, c'était aussi une grande foire, avec stands, conférences, un lieu de promotion des innovations technologiques, des modes de gouvernance de l'eau à travers le monde ou des dernières connaissances scientifiques sur les effets du réchauffement de la planète. S'y croisaient les distributeurs d'eau et vendeurs de canalisations du monde entier, les institutions nationales, les ONG regroupées de l'autre côté du Bosphore.



La communauté française de l'eau et l'Onema, acteurs des débats

Côté français, environ 600 personnes représentant les mondes scientifiques, politiques, institutionnels, associatifs, économiques étaient à Istanbul. Jean-Louis Borloo, Ministre d'Etat, et Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat, ont fait le déplacement pour porter des messages forts sur le droit à l'eau et la gouvernance. Le Pavillon français, structuré par le Partenariat français pour l'eau*, a été très actif avec plus de 20 événements parallèles sur la semaine. S'y sont rencontrés dans une ambiance conviviale, les membres de la communauté française de l'eau. Parmi eux, et présents aux côtés de la délégation de l'Onema, André Flajolet - député et président du Comité national de l'eau, Daniel Marcovitch - élu de Paris et vice-président du conseil d'administration de l'Onema, le sénateur Paul Raoult - président du Comité opérationnel Trame bleue du Grenelle ou bien encore Jean Schepman - vice-président du Conseil général du Nord. Un événement phare a, par ailleurs, marqué la présence française au forum : la candidature de Marseille pour l'organisation du 6ème forum mondial de l'eau en 2012, en compétition contre la

Ville de Durban en Afrique du Sud. Se sont mobilisés à cette occasion, Jean-François Legrand, sénateur de la Manche et président du Cercle français de l'eau, Michel Vauzelle, député et président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Claude Gaudin, sénateur maire de Marseille.

Pour une première participation, l'Onema s'est fortement mobilisé. Patrick Lavarde a animé des débats sur des enjeux cruciaux : outils pour la gestion par bassin et la coopération transfrontalière, gouvernance, transparence des services d'eau et d'assainissement, diffusion des savoirs. Pour la session officielle eau et énergie, il a dégagé des conclusions aux côtés de Chantal Jouanno, André Flajolet présentant la charte hydroélectricité durable en France. Deux événements parallèles co-organisés sur l'observatoire des services d'eau et d'assainissement avec la FP2E (fédération professionnelle des entreprises de l'eau) et sur les systèmes d'information sur l'eau avec l'office international de l'eau (Oieau) se sont déroulés en présence d'acteurs francophones, très intéressés par ces outils de management environnemental.

« Ce forum fut également l'occasion de commencer à tisser des partenariats internationaux et européens, avec le Brésil, les Pays-Bas, l'Allemagne et les pays méditerranéens,



Systèmes d'information sur l'eau : Stéphane Simonet - Conseil mondial de l'eau, Patrick Lavarde - Onema, Beate Werner - Agence européenne de l'environnement, Arthur Askew - association internationale des sciences hydrologiques, André Flajolet - président de la table ronde, et Éric Mino - système d'information Euroméditerranéen.

« Promouvoir la candidature de Marseille »

André Flajolet
Président du Comité national de l'eau et
député du Pas-de-Calais
Rapporteur de la loi sur l'eau

« Que retenez-vous de ce 5ème forum mondial de l'eau ? »

Trois points fondamentaux ont beaucoup progressé depuis Mexico en 2006 : l'importance de l'assainissement tant pour la vie des humains que pour le développement durable de la planète, les progrès considérables de certains pays africains dans la prise en compte de la gestion intégrée et la

diffusion de la connaissance, et l'accélération des processus de coopération décentralisée et d'assistance technique des Agences de l'eau.

« Selon vous, quelles sont les notions novatrices abordées à Istanbul ? »

La question de l'hydroélectricité, de ses avantages et de ses dangers, pour une utilisation raisonnable de l'eau et un regard partagé amont/aval a enfin été abordé au sein de la session eau et énergie. Ensuite, des réflexions naissantes sur l'importance de la question de l'eau dans toutes ses composantes au sein de l'Union pour la Méditerranée.

« La communication mobilisée »

Gisèle Parfait

Responsable de la communication et de l'information

J'étais invitée à intervenir dans une table ronde organisée par l'Académie de l'eau sur les médiateurs de l'eau, associant un élu français, une avocate marocaine, un journaliste indien et une photographe grecque. C'était la première fois que je participais au forum mondial de l'eau. L'équipe de la communication et de l'information de l'Onema s'est mobilisée les semaines précédentes pour réaliser des documents de présentation des activités de l'Onema en anglais, fiches, dossiers de quatre pages, plaquette de présentation ainsi que pour ouvrir le site Web en anglais.

L'activisme citoyen est bien réel dans le domaine de l'eau et l'inauguration du forum a été marquée par des manifestations « anti grands barrages ». Dès le lendemain, Daniel Zimmer, directeur du Conseil mondial de l'eau, organisateur du forum, déplorait l'événement dans l'édition d'Istanbul du Daily news. Des manifestations citoyennes aux technologies de pointe utilisées dans les pays émergents, le forum illustre finalement très bien la diversité des enjeux de l'eau. Une bonne occasion pour moi de m'immerger dans le partenariat international de l'eau, et également français.

Contact : gisele.parfait@onema.fr

et faire connaître les missions de l'établissement auprès des acteurs français et internationaux » souligne Marie-Perrine Durot, chargée de mission Europe. Un séminaire conjoint entre l'Onema et l'Agence nationale de l'eau du Brésil est prévu à l'automne. Elle note également que la directive cadre européenne sur l'eau est perçue par la communauté internationale comme un texte précurseur permettant de répondre à des enjeux complexes.

* Le PFE réunit l'ensemble des acteurs du domaine de l'eau (entreprises, Onema, agences de l'eau, ministères, collectivités locales, organismes de recherche, ONG, etc.).

« Quelles conclusions pour la suite ? »

Toutes ces réflexions me conduisent à penser que c'est la France, par son Gouvernement, qui doit promouvoir la candidature de Marseille. L'Onema, peut prendre toute sa place dans la mutualisation des expériences et la diffusion des projets et des savoirs pour préparer le forum mondial de Marseille. La France doit également mobiliser au sein de l'Union Européenne nos partenaires pour une forte implication de la coopération décentralisée.

L'Onema en partenariat avec la Fédération française des entreprises de l'eau (FP2E) a organisé sur le stand français une table ronde sur le thème : des indicateurs de performances pour aider à améliorer le service rendu aux usagers et comprendre le prix de l'eau. Robin Simpson, de l'association Consumer international, a rappelé que la question du prix était, bien entendu, importante, mais que la continuité et la qualité du service étaient, elles aussi, un indicateur de satisfaction. Patrick Lavarde a présenté l'observatoire du prix de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement. Raymond Lannuzel, vice-président de Nantes Métropole, a montré comment, les indicateurs

de performance sont devenus un outil essentiel pour le suivi et la performance des gestionnaires de services, surtout quand il existe plusieurs modes de gestion (régie et délégataires). Enfin, la FP2E a développé deux outils permettant d'analyser le couple qualité – prix : publication de 11 indicateurs sur les services délégués de plus de 10 000 habitants et enquête annuelle de satisfaction menée auprès des consommateurs pour mesurer la qualité du service rendu. L'exemple du Sénégal, avec Aminata Diop de l'office national de l'assainissement du Sénégal, montre que des indicateurs peuvent être mis en place dans des contextes variés.

Contact : sylvain.rotillon@onema.fr



Le stand de la France au forum mondial de l'eau.

Cependant, le cadre européen est aussi trop contraignant, difficilement transposable pour les pays en voie de développement.

Construire des passerelles pour combler les écarts pour l'eau

Le thème central du forum était comment favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, tout en préservant une ressource soumise à des tensions fortes de pollution, de pénurie, d'utilisation croissante. Trouver des financements innovants, éduquer les générations futures, développer les connaissances sur l'eau et former les ingénieurs et techniciens de demain, mieux répartir les rôles entre gouvernements, parlements, organismes de bassin et collectivités locales, renforcer les coopérations et aider la mise en place d'une gestion sereine des fleuves transfrontaliers. Autant de ponts entre le nord et le sud, l'ouest et l'est qu'il faut maintenant construire pour réussir le défi de l'eau au XXI^{ème} siècle.

Jean-François Donzier, directeur général de l'Oieau, nous rappelle qu'« au retour du forum, tout le monde s'accorde sur le diagnostic : si rien ne change, presque tous les pays du monde connaîtront en moins d'une génération, des problèmes graves de gestion de l'eau ». L'eau douce n'est déjà plus disponible en qualité et en quantité suffisante dans certaines régions du monde au climat aride. « Dans quelques temps, si nous n'y prêtons pas garde, le gaspillage et les pollutions seront alors tels que le stress hydrique - water stress - touchera d'une façon ou d'une autre une majorité des populations du monde et d'abord les plus pauvres » continue Jean-François Donzier. Il a eu l'occasion de diffuser ce message lors du séminaire des services territoriaux de l'Onema, qui s'est tenu le 31 mars dernier. Aujourd'hui, rappelons que 2 millions de personnes meurent chaque année dans le monde à cause d'une eau de mauvaise qualité.



Sur le stand du PFE : Jean-Louis Borloo, Ministre d'Etat signe la convention de coopération entre le Liban et la Ville de Lyon ; Chantal Jouanno, Secrétaire d'Etat à l'écologie participe à une table ronde sur l'assainissement.

« L'Onema, une boîte à outils intelligente »

Daniel Marcovitch

Vice-président du Comité national de l'eau et du Conseil d'administration de l'Onema
Conseiller de Paris

« Que reprenez-vous de ce 5^{ème} forum mondial de l'eau ? »

Il est regrettable que la notion de droit à l'eau pour tous soit absente de la déclaration finale d'Istanbul. Cependant, j'observe que la question de l'assainissement et de son accès nécessaire est maintenant devenue le défi à relever pour les années à venir pour des questions de santé publique.

« Vous êtes vice-président du Comité national de l'eau (CNE), est-ce à ce titre que vous avez participé à une session sur la gouvernance ? »

En tant que vice-président du CNE en charge du comité consultatif sur le prix de l'eau, j'ai participé à une table ronde de la session officielle gouvernance, qui s'intitulait « l'importance de la transparence dans les services d'eau et d'assainissement ». J'ai pu expliquer comment la France, en plus de 40 ans, s'est dotée d'outils pour organiser les services publics d'eau et d'assainissement en toute transparence ; je citerai, par exemple, le rapport du Maire qui existe depuis 1995 et la création d'un observatoire sur les services d'eau et d'assainissement. Ce que je retiens de cette table ronde ? Notre organisation de la gestion de l'eau intéresse véritablement les autres pays et c'est grâce à des événements comme le forum que nous travaillons dans un climat de dialogue et d'échanges nord / sud.

« L'Onema était présent à ce grand rendez-vous international pour la première fois. Selon vous, l'Onema a-t-il un rôle à jouer à l'international ? »

L'Onema est une boîte à outils intelligente au service de la politique publique de l'eau en France. Il n'a donc pas vocation à faire par exemple de l'aide humanitaire, comme peuvent le faire les Agences de l'eau grâce à la loi Oudin-Santini, qui autorise collectivités locales, syndicats intercommunaux, Agences de l'eau à utiliser 1% de leur budget pour financer des actions de coopération décentralisée. Par contre, l'Onema a un véritable rôle à jouer pour permettre à la France d'exister sur les questions de politique de l'eau au niveau européen et plus précisément au niveau de la commission européenne. Enfin, deux gros chantiers sont en cours dans le cadre du groupe de travail du Comité national de l'eau et peuvent faire l'objet d'échanges de bonnes pratiques entre les pays : tout d'abord, l'observatoire des services d'eau et d'assainissement et ensuite un second sujet qui me tient à cœur la tarification sociale de l'eau.



Un chemin encore long pour répondre à tous les enjeux mondiaux

Si le dialogue multilatéral se développe, le chemin est encore long pour trouver des réponses et des consensus internationaux aux nombreux enjeux de l'eau. Pour preuve, les différentes déclarations issues des débats du forum. Réunis à Istanbul, plus de 80 ministres ont négocié la déclaration ministérielle finale, entérinant l'idée que l'eau est un besoin vital mais ne reconnaissant pas l'accès à l'eau comme un droit humain fondamental. Une vingtaine de pays a, de son côté, signé une contre-déclaration, parmi eux des pays d'Amérique Latine et d'Afrique déclarant que l'accès à l'eau et l'assainissement est bien un droit humain et s'engageant à agir pour la mise en œuvre progressive de ce droit. Enfin, les autorités locales et régionales comme les parlementaires ont reconnu que « l'accès à une eau de bonne qualité et à l'assainissement est un droit fondamental ». Les travaux parlementaires ont permis la création d'un centre d'assistance qui accompagnera les parlementaires dans l'élaboration de lois sur l'eau.

2012 : un beau challenge pour Marseille

Des avancées importantes pour l'eau ressortent de ce forum : la nécessité de collecter et de traiter les eaux usées, la lutte contre les pénuries d'eau et l'adaptation

« Quel est le bon prix pour le service rendu ? »

Sarah Hernandez

Chargée de mission « évaluation économique et environnementale » à la Direction de l'action scientifique et technique

Au cœur des grands enjeux de l'eau de ce prochain siècle et des arbitrages politiques se trouve la question du financement pérenne et stable des services d'eau et d'assainissement. Le débat n'est plus de savoir si ces services doivent être gratuits mais « quel est le bon prix pour le service rendu ? ». Les travaux de la session économie du forum ont apporté quelques éléments de réponse : les usagers sont prêts à payer pour un service d'eau potable considéré comme un bien privé : l'utilisateur paie pour le service qu'il reçoit directement et qu'il consomme. A l'inverse, le service d'assainissement est reconnu comme un bien public car le bénéfice lié à l'action de traiter les eaux usées revient à la communauté (locale, régionale, etc.) et aux milieux

naturels. Une des préconisations est désormais de déterminer un prix juste pour le service d'eau potable et de rechercher de nouvelles sources de financement pour le service d'assainissement. La détermination d'un prix juste passe par l'arbitrage politique entre un objectif économique, des objectifs environnementaux à atteindre et un facteur social qui prend en compte les populations les plus démunies. Ces arbitrages sont possibles et des pistes sont proposées : la réduction des coûts du service de l'eau (réduction des fuites, efficacité énergétique, utilisation de technologies performantes), la mise en œuvre de partenariats publics/privés, la définition d'une stratégie financière, avec des objectifs de performance économique et environnementale réalistes, l'analyse de la capacité de paiement des usagers et enfin l'utilisation d'autres instruments économiques et financiers au-delà de la tarification.

Contact : sarah.hernandez@onema.fr

au changement climatique, les économies d'eau en agriculture et la modification de nos habitudes de consommation, la gestion par bassin y compris transfrontaliers, la transparence et la gouvernance, les questions liées à la détermination d'un prix de l'eau juste...

Le 6ème forum mondial de l'eau en 2012 aura la tâche difficile de continuer à faire prendre conscience de l'importance de l'eau dans le monde, faire vivre la gouvernance de l'eau et de trouver des consensus. ■



Comblant les écarts pour l'eau.

Les systèmes d'information sur l'eau : au cœur du débat

La table ronde organisée par l'Onema sur le stand français et présidée par André Flajolet a permis de partager les approches choisies pour le suivi et l'accès aux informations sur l'eau. Comprendre les enjeux de l'eau nécessite l'appui de données fiables aidant à la prise de décision des gouvernants. Ces données sont réunies au sein du système d'information sur l'eau. Beate Werner, de l'Agence Européenne de l'Environnement, a rappelé que l'Europe était précurseur dans ce domaine avec WISE (Système d'information sur l'eau européen). Patrick Lavarde a présenté le schéma national des données sur l'eau et le système d'information sur l'eau français. Cette table ronde a également donné la parole à des acteurs des pays émergents (Brésil, pays méditerranéens) et en voie de développement. Ainsi, le SADIEAU (Système de documenta-

tion et d'information sur l'eau Africain) présenté par Tamsir Ndiaye (Sénégal) propose aux acteurs africains un accès efficace et de qualité à l'information sur l'eau via un guichet unique qui mutualise les expertises, les informations et les compétences africaines. Enfin, au niveau mondial, il existe la Water Monitoring Alliance expliquée par Stéphane Simonet du Conseil mondial de l'eau. Ce système fédère les initiatives mondiales de systèmes d'informations sur l'eau et harmonise les méthodologies de suivi. Un des défis à relever est la collecte de données fiables, cohérentes et homogènes. Au final, il est nécessaire de travailler avec des données standardisées pour avoir des informations comparables. Il est également indispensable que la population s'approprie ces outils, qui peuvent les aider à appréhender les enjeux de l'eau.

Contact : marie-perrine.durot@onema.fr

LES
Dossiers Post'it
DE L'ONEMA



Conception :
Gisèle Parfait, Céline Piquier

Témoignages recueillis par :
Céline Piquier

Réalisation : Mari Droullours
Maquette : Eclats Graphiques

Onema - 5 square Félix Nadar - 94300
Vincennes

Crédits photos : ©Onema, ©Pfe, ©IRD

Impression sur papier recyclé labellisé FSC : Jouve